

# Charles Michel rejette toute forme d'antisémitisme et vise l'ULB

## UNIVERSITÉ Dans la foulée de l'affaire Ken Loach

- Le Premier ministre rallume l'incendie autour de Ken Loach.
- À mots couverts, il regrette le choix de « son alma mater » d'honorer le cinéaste britannique de gauche.
- Ambiance garantie ce jeudi à l'ULB.

**C**ela vaut aussi pour ma propre alma mater... Mercredi soir, en huit mots choisis, Charles Michel a rallumé un incendie que l'Université libre de Bruxelles pensait pourtant avoir maîtrisé en début de semaine. En huit mots choisis, il remet ouvertement en question le choix de « son » université - il a décroché un master en droit à l'ULB en 1998 - d'offrir ce jeudi au cinéaste britannique Ken Loach les insignes de docteur honoris causa. La petite phrase qui marque, c'est exactement celle-ci : « *Aucun accommodement avec l'antisémitisme ne peut être toléré. Quel que soit sa forme. Cela vaut aussi pour ma propre alma mater* ».

On se souviendra que le projet de décerner ce titre à Ken Loach - la

plus haute distinction qu'une université puisse offrir à une personnalité extérieure - a suscité une polémique rare, et dans les couloirs de l'institution bruxelloise, et dans les médias.

L'incendie, c'est un député MR, le professeur émérite Jacques Brotchi, qui l'a allumé fin mars sur l'antenne de BX1, regrettant le choix de son institution d'accorder un docteur honoris causa à une personnalité qui tient des propos « quasi antisémites ». Quels propos ? Ceux-ci notamment : « *L'histoire* (NDLR : il parle de l'holocauste) *est là pour être discutée par nous* », laissant planer un doute un antisémitisme qui lui est reproché quand il assure « *qu'Israël a été créé sur un crime contre les Palestiniens* ».

Quelques jours plus tard, cinq organisations représentatives des juifs de Belgique se disaient « *consternées* » devant le projet de l'ULB. Le feu d'artifice est arrivé début de cette semaine avec, coup sur coup, une carte blanche soutenant Ken Loach (dans *Le Soir*, signée par des académiques universitaires juifs et des cinéastes), une lettre ouverte de professeurs juifs de l'ULB (dans *Le Soir*, soutenant eux aussi Ken Loach) et une autre carte blanche dans *L'Echo* où 650

personnalités l'accusaient notamment de « *falsifier l'histoire à des fins politiques* ». Mais le bouquet final, c'est le professeur Jacques Brotchi qui l'a envoyé, lundi dans nos colonnes, au conseil d'administration de l'université : « *il me sera impossible de pardonner à l'ULB d'honorer un individu qui ne mérite que le mépris* ». Dans un geste d'apaisement, le recteur Yvon Englert a exigé de Ken Loach une clarification de ses positions, ce que le cinéaste a fait, démentant catégoriquement tous les reproches d'antisémitisme et « *condamnant tout déni d'holocauste* ».

Fin de l'histoire ? Le répit a duré 48 heures. Mercredi soir, à l'heure où la Grande Synagogue de Bruxelles fêtait les 70 ans d'Israël, Premier ministre a soufflé sur les braises. Évoquant l'émotion du député MR Jacques Brotchi lors d'une visite à Yad Vashem, il assure que « *notre solidarité contre l'antisémitisme est inconditionnelle et totale* ». La sortie en soi n'est pas neuve : au lendemain de l'attaque

contre le musée juif de Bruxelles, Charles Michel avait déjà eu des mots très sévères à l'égard de l'antisémitisme et avait pris l'engagement d'une tolérance zéro à cet égard. « *Bruxelles est juive car tous*

*les juifs ont leur place à Bruxelles* » avait-il ponctué.

**« Des actes antisémites et négationnistes sont encore commis en Belgique. Je ne peux pas l'accepter »**

Un thème qu'il a habilement décliné mercredi soir à la Grande Synagogue : « *La Belgique sans les juifs n'est pas la Belgique (...). Nous sommes lucides : tous les jours, nos valeurs sont mises à l'épreuve. Des actes antisémites et négationnistes sont encore commis en Belgique. Je ne peux pas l'accepter. Notre pays ne peut pas l'accepter. Notre fermeté doit être totale. Aucun accommodement avec l'antisémitisme ne peut être toléré. Quel que soit sa forme* ». Et, cerise sur le gâteau, « *Cela vaut aussi pour ma propre alma mater* ». S'il ne critique pas ouvertement le choix de l'ULB, çà ressemble très fort.

À l'ULB précisément, Yvon Englert accuse le coup. Au sens propre comme au sens figuré. Mais refuse de polémiquer : « *Je m'exprimerai ce jeudi à la cérémonie. En remplaçant les choses dans leur contexte. Je suivrai la voie de l'apaisement choisie dès le départ* ». ■

ERIC BURGRAFF

## analyse Un acte de campagne électorale

**P**ersonne n'attendait le Premier ministre en personne dans le débat très sensible autour de la remise des insignes de docteur honoris causa au cinéaste Ken Loach. Et surtout pas à la veille de la cérémonie. Et pourtant. C'est sans ambiguïté possible que le Premier ministre a pris fait et cause pour ceux qui s'opposent à l'octroi de cette distinction.

Précisons d'emblée que ce n'est pas la première fois que le Premier ministre s'engage dans la lutte contre l'antisémitisme en Belgique. Un an après l'attentat au musée juif de Bruxelles, Charles Michel avait clamé la

tolérance zéro contre les actes antisémites. Une conviction personnelle et ancrée, donc.

Mais, mercredi soir, beaucoup, y compris au MR, se disaient surpris de cette intervention, et la lisaient clairement comme un acte de campagne électorale. « *Le MR vient de lancer sa campagne à Bruxelles, avec des personnalités de la communauté juive comme Jacques Brotchi à Uccle. Difficile de ne pas faire le lien* », dit un cadre du parti. Pascal Delwit, politologue et professeur à l'ULB, a également une lecture politique des événements. « *On*

*ne peut pas ne pas observer qu'il y a derrière cela une opération*

*politique. Rappelons que plusieurs candidats du MR, comme Jacques Brotchi ou Viviane Teitelbaum, sont intervenus dans le débat ces dernières heures. Rappelons aussi le contexte électoral du moment, avec des déclarations, comme celles de Bart De Wever, où l'on oppose juifs et musulmans. On se trouve dans ce temps-là, qui est un temps préélectoral, où Charles Michel se trouve également.* »

Il est vrai que le début de campagne est particulièrement

marqué par les questions identitaires. La N-VA, premier parti

du pays, qui lance une campagne très affirmée à Bruxelles, a mis tout son poids dans ce combat. Rappelons aussi les événements d'Anvers, avec la brève irruption sur les listes CD&V d'Aron Berger, un juif ultraorthodoxe qui a déchaîné les passions politiques pour avoir indiqué refuser, au nom de ses croyances, de serrer la main à une autre femme que la sienne. Rappelons aussi les déclarations extrémistes du parti Islam, qui ont eu un retentissement majeur dans la population.

**Michel parle à son électorat**

C'est dans ce décor que les déclarations de Charles Michel s'inscrivent. « Nous sommes dans un contexte d'affirmation identitaire et préélectorale. Et le MR se veut le parti de la communauté juive, poursuit Pascal Delwit. Charles Michel parle à son électorat. Ce n'est pas très glorieux, vu d'un certain point de vue, mais les campagnes électorales ne sont pas souvent glorieuses et Charles Michel est sur son terrain. » Malgré lui, Ken

Loach se trouve donc pris dans le marigot belgo-belge. « Cela touche au conflit israélo-palestinien, une question vécue comme très sensible par des communautés importantes vivant en Belgique. Et dans ce contexte électoral et sensible, tout le monde est scruté virgule par virgule sur tout ce qu'il peut dire à ce sujet. »

Pour autant, Pascal Delwit ne conclut pas à la politisation générale de la polémique autour de Ken Loach. « J'ai approfondi

l'examen de ses déclarations. J'ai trouvé des propos ambigus ou ambivalents, mais rien qui ne me permette de conclure à l'antisémitisme. Mais certaines personnes ont un regard différent, et estiment de bonne foi, en rationalité et émotion, que Ken Loach a franchi des frontières inacceptables. »

L'intervention de Charles Michel dans ce débat, avec sa casquette de Premier ministre, ne va certainement pas contribuer à apaiser le débat identitaire qui

commence. Et surtout pas à l'ULB. « Si Charles Michel a des éléments à faire valoir sur l'antisémitisme à l'ULB, nous serions très heureux de les connaître, estime Pascal Delwit. Il y a des personnalités politiques au gouvernement fédéral qui ont estimé que les collaborateurs avaient leurs raisons. Je ne pense pas que c'est à l'ULB, dont toute l'histoire plaide contre l'antisémitisme, que ce débat sera le plus difficile à mener. » ■

**BERNARD DEMONTY**